

ARRÊTÉ N° 2025-256

Objet : Demande d'Autorisation de Construire, Aménager ou Modifier un établissement recevant du public (ERP).

VAGE & CO - mise en conformité d'accessibilité et rénovation d'une pizzeria existante, Comptoir Pizza, 21 avenue Raymond de Veyssière à Écully
ERP de type N et de 5^{ème} catégorie.

Le maire au nom de l'État,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2212-1 et L2212-2 relatifs aux pouvoirs de police du Maire,

Vu le code de la construction et de l'habitation,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 relatif au règlement de sécurité dans les établissements recevant du public,

Vu l'arrêté du 22 juin 1990 relatif au règlement de sécurité dans les établissements recevant du public de 5^{ème} catégorie,

Vu l'arrêté préfectoral n°069-2020-09-30-001 du 30 septembre 2020 portant renouvellement de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté préfectoral n°69-2024-03-18-00001 du 18 mars 2024 portant renouvellement de la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées,

Vu l'arrêté du Maire n°2025-256 ayant pour objet la délégation de fonction et de signature temporaire à Madame Nathalie BRUNEAU, adjointe à la Sécurité, au Dynamisme économique, à l'Emploi et au Devoir de mémoire en date du 18/07/2025,

Considérant la demande d'autorisation n°AT 069 081 2500022 déposée le 10 juin 2025 par la société VAGE & CO, représentée par Monsieur Noël VIVIAN,

Considérant l'arrêté préfectoral n°DDT-SBA-2025-08-04-15 du 4 août 2025, refusant la demande de dérogation jointe à la demande précitée,

Considérant l'avis défavorable en date du 29 juillet 2025 de la sous-commission départementale d'accessibilité,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 : L'autorisation relative aux travaux décrits dans la demande est **refusée**.

ARTICLE 2 : Un nouveau dossier complet devra être déposé en mairie. Il devra prendre en compte les remarques mentionnées dans le rapport de la sous-commission départementale d'accessibilité ci-joint.

ARTICLE 3 : Conformément aux dispositions des articles R.421-1 et suivants du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Lyon situé Palais des Juridictions administratives, 184 rue Duguesclin 69433 Lyon cedex 03 (téléphone : 04 78 14 10 10, télécopie : 04 78 14 10 65) peut être saisi par voie de recours contentieux formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

.../...

Accusé de réception en préfecture
069-216900811-20250825-AR_2025-296-AI
Date de réception préfecture : 25/08/2025

Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision dans ce même délai de deux mois. Ce recours gracieux prolongeant le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit, soit dans les deux mois suivant la réponse expresse de rejet au recours gracieux, soit dans les deux mois qui suivent la naissance d'une décision implicite de rejet, laquelle intervient en cas d'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois suivant le recours gracieux.

Fait à Écully, le 20/08/2025

Pour Le Maire,
En l'absence de l'adjointe à l'Urbanisme et au
Campus
Par délégation du 18 juillet 2025,
La 3^e adjointe,



Nathalie BRUNEAU

- notifié le 21 AOUT 2025
- affiché le 21 AOUT 2025

Certifié exécutoire le
Pour Le Maire, 25 AOUT 2025
En l'absence de l'adjointe à l'Urbanisme et au Campus
Par délégation du 18 juillet 2025,
La 3^e adjointe,



Nathalie BRUNEAU